

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 08/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN DE FRANCOURVILLE

Lieu-dit la Casse Noisette
28700 Francourville

Références : IC250533
Code AIOT : 0010011723

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/08/2025 dans l'établissement PARC EOLIEN DE FRANCOURVILLE implanté Lieu-dit la Casse Noisette 28700 Francourville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite inopinée dans le cadre de l'action régionale Biodiversité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN DE FRANCOURVILLE
- Lieu-dit la Casse Noisette 28700 Francourville
- Code AIOT : 0010011723
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Parc éolien composé de 6 éoliennes.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 8

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Suivi environnemental – Mise en œuvre mesures préconisées dans conclusions	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande d'action corrective	2 mois
6	Balisage lumineux de nuit	Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.5	Demande d'action corrective	2 mois
7	Synchronisation du balisage lumineux	Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Versement des données brutes issues du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
4	Mortalité espèce protégée	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R. 512-69	Sans objet
5	Mise en œuvre des mesures ERC du dossier d'autorisation environnementale	Arrêté Préfectoral du 17/02/2014, article 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Panneau de prescriptions pour les tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation et qualité du suivi
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 23 juillet 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport du 09 mars 2021 relatif au suivi environnemental réalisé pour le parc en 2020. Ce rapport conclut à l'absence de nécessité de réaliser un nouveau suivi environnemental en 2021 car le parc éolien ne provoque pas d'impact significatif sur les populations d'oiseaux et de chiroptères.</p> <p>Le prochain suivi est programmé en 2026.</p> <p>Constat : pas d'écart relevé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi environnemental – Mise en œuvre mesures préconisées dans conclusions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Recommandations du bureau d'études

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Constats :

Le rapport de suivi environnemental du 9 mars 2021 conclut à l'absence de nécessité de renforcer les mesures de bridage proposées lors du suivi environnemental post-implantation de 2018, à l'exception d'une mise en drapeau obligatoire et non plus facultative au mois d'octobre.

L'algorithme de bridage préconise la mise à l'arrêt des éoliennes en août sur la plage horaire de 30 min avant le coucher du soleil à 7h30 après, pour des températures supérieures à 16°C et une vitesse du vent inférieure ou égale à 3 m/s. De plus, le rapport de suivi-environnemental de 2018 préconise de limiter la durée d'éclairage de la lampe d'accès au niveau de l'éolienne à 2 minutes.

Sur le terrain, l'inspection des installations classées constate à 23h51 que l'éolienne E6 n'est pas arrêtée.

La durée de l'éclairage de la lampe d'accès à l'éolienne n'a pas été mesurée par l'inspection des installations classées.

Par courriel du 04 septembre 2025, l'exploitant a transmis le justificatif de mise en application du plan de bridage. Pour les date et heure mentionnées ci-dessus, l'inspection des installations classées observe que le bridage n'a pas été mis en place alors que les paramètres météorologiques l'exigeaient (vitesse du vent de 2,89 m/s donc inférieure à 3m/s et température de 31,3°C donc supérieure à 16°C).

Par ailleurs, l'exploitant a transmis, par le même courriel, une analyse concluant au non fonctionnement du bridage pourtant paramétré pour les conditions préconisées par le bureau d'études et cela pour l'ensemble du parc de Francourville.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il est tenu de respecter les préconisations du bureau d'études suite au suivi environnemental réalisé selon le protocole national. Ainsi, s'il n'est pas en mesure de mettre en application le bridage préconisé, il doit, par mesure de précaution et dans l'attente de la résolution du problème, procéder à l'arrêt du parc sur les horaires de bridage prescrits.

<u>Constat : écart relevé. Le bridage n'est pas effectif sur l'ensemble du parc de Francourville.</u>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Versement des données brutes issues du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Données brutes
Prescription contrôlée : [...]Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. [...]
Constats : Par courriel du 23 juillet 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le certificat de dépôt des données brutes collectées dans l'outil de téléservice de "dépôt légal de données de biodiversité". <u>Constat : Pas d'écart constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mortalité espèce protégée

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/08/2025, article R. 512-69
Thème(s) : Risques chroniques, Rapports accidents/incidents
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet

et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Le rapport du 09 mars 2021 relatif au suivi environnemental de 2020 mentionne la découverte des cadavres suivants :

- 1 Pipit des arbres,
- 2 Etourneaux sansonnets,
- 2 Roitelets à triple bandeau,
- 1 Roitelet indéterminé,
- 2 Martinets noirs,
- 1 Pipistrelle indéterminée,

Les espèces susmentionnées ne sont pas classées comme étant en danger critique, en danger ou vulnérable sur une liste rouge locale, régionale ou nationale.

Pour rappel, dans le cadre du suivi environnemental et à tout moment de la vie de l'installation, une mortalité d'espèce menacée (en danger critique, en danger ou vulnérable sur une liste rouge locale, régionale ou nationale) ou une mortalité importante/massive d'une même espèce protégée sont considérés comme des incidents au titre de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement.

Par conséquent, pour le site de Francourville, aucun incident relatif à la mortalité d'espèce menacée n'a été recensé en 2020.

Constat : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mise en œuvre des mesures ERC du dossier d'autorisation environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2014, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, ERC

Prescription contrôlée :

Le permis de construire est accordé pour le projet décrit dans la demande susvisée sous réserves des prescriptions énumérées à l'article 2, et sous réserves d'éléments qui résulteraient d'évolution dans les circonstances de fait.

Constats :

Par courriel du 23 juillet 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les rapports 2018 et 2019 relatifs aux bilans des activités réalisées dans le cadre des mesures d'accompagnement établis par la société CDC Biodiversité. Ces mesures d'accompagnement consistent en la mise en place d'actions visant à protéger le Busard cendré et le Hibou des marais

en Eure-et-Loir. Ces actions font l'objet d'une convention avec l'association Eure-et-Loir Nature.

Les résultats de l'action de protection du Busard cendré sont :

- En 2018, 4 jeunes Busards cendrés ont été observés à l'envol. Un est mort suite à la moisson. 3 jeunes ont été pris en charge par un centre de soins avant d'être relâchés près de leur lieu de nidification.
- En 2019, cinq jeunes à l'envol ont été comptabilisés .

Les résultats de l'action de protection du Hibou des marais sur la période 2018-2019 :

- Une convention, de deux ans, a été signée entre l'association Eure-et-Loir Nature et un agriculteur de la commune de Francourville pour préserver une parcelle de jachère en faveur du Hibou des marais. L'association a accompagné l'agriculteur dans la mise en place de mesures : installation de panneaux d'informations, conseils sur les espèces à semer, etc. En parallèle, le suivi des populations de Hiboux des marais a été réalisé permettant de dénombrer 6 dortoirs.

Constat : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Balisage lumineux de nuit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Balisage lumineux

Prescription contrôlée :

Chaque éolienne est dotée d'un balisage lumineux nocturne assuré par des feux d'obstacle de moyenne intensité de type B (feux à éclats rouges de 2 000 cd). Ces feux d'obstacle sont installés sur le sommet de la nacelle et sont visibles dans tous les azimuts (360°).

Des feux de moyenne intensité, dits " à faisceaux modifiés ", peuvent être utilisés en lieu et place des feux de moyenne intensité de type B. Ces feux MI à faisceaux modifiés sont des feux rouges à éclats utilisables pour le balisage de nuit, dont l'intensité effective à 4° de site au-dessus du plan horizontal est de 2 000 cd et qui respectent la répartition lumineuse décrite dans le tableau ci-après : [...]

Constats :

Sur le terrain, le 12/08/2025 à 23h51, l'inspection des installations classées constate :

- la présence, sur 5 des 6 éoliennes du parc de Francourville, de feux d'obstacles à éclats rouges visibles dans tous les azimuts dont la luminosité est jugée satisfaisante;
- la présence sur l'éolienne E6 de feux d'obstacles à éclats blancs.

Constat : écart relevé. Le balisage lumineux nocturne de l'éolienne E6 est assuré par des feux d'obstacles d'éclats blancs et non rouges.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Synchronisation du balisage lumineux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Balisage lumineux
Prescription contrôlée : Les feux à éclats de même fréquence implantés sur toutes les éoliennes sont synchronisés. Les feux à éclats initient leur séquence d'allumage à 0 heure 0 minute 0 seconde du temps coordonné universel avec une tolérance admissible de plus ou moins 50 ms. [...]
Constats : Sur le terrain, le 12/08/2025 à 23h51, l'inspection des installations classées observe que les feux à éclats sont implantés sur l'ensemble des éoliennes du parc de Francourville. Les feux à éclats de ces éoliennes sont synchronisés à l'exception de ceux de l'éolienne E6. Constat : écart relevé. Les feux à éclats de l'éolienne E6 ne sont pas synchronisés avec ceux des autres éoliennes du parc.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Panneau de prescriptions pour les tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Autre, Numéro d'alerte
Prescription contrôlée : [...] Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent

notamment :

- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;
- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;
- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;
- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

Constats :

Sur site, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'un panneau de prescriptions pour les tiers localisé à l'entrée de la plateforme de l'éolienne E6. Ce panneau comporte :

- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale avec les numéros de téléphone des services de secours et de l'exploitant,
- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur,
- la mise en garde face aux risques d'électrocution,
- la mise en garde face au risque de chute de glace.

Constat : pas d'écart relevé.

Type de suites proposées : Sans suite